

NOTE

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Où en est l'opinion trois semaines après les attentats ?

La stupéfaction et l'émotion commencent lentement à s'estomper dans l'opinion, laissant deviner ce que pourrait être le paysage après le choc.

1. Des attentes et des doutes sur la République et ses valeurs.

Les terroristes ont voulu mettre la France à genoux ; les Français ont été les premiers surpris de se trouver capables d'un tel sursaut¹. Alors que la République leur paraissait de plus en plus abstraite, désincarnée, asséchée, ils ont retrouvé le sens de la liberté, vécu un moment de fraternité. Ils ont eu le sentiment de s'être montré à la hauteur et d'avoir retrouvé leur pays ; sans être toutefois certain qu'il ne s'agissait pas d'un mirage.

Avec la fierté ont ressurgi les angoisses : Et si la République n'était pas si solide que ça ? Saura-t-elle résister au reflux qui viendra après la vague ; contenir les amalgames, les replis communautaires, les tensions, les risques de « guerre civile » (le terme revient de façon fréquente dans les verbatims) ? Ces attentats ont réveillé une peur profonde de l'opinion : le spectre de la désagrégation. Là est sans doute la source du réflexe d'unité qui s'est exprimé tout au long de ces semaines, et de la sanction des comportements qui l'ont brisée.

Le premier choc passé, l'opinion commence maintenant à décompenser, donc les angoisses à devenir plus aiguës. Les regards se tournent dès lors vers les responsables politiques, dont on attend qu'ils soient, à leur tour, à la hauteur des exigences – et dont on espère, sans trop y croire, que l'esprit d'unité, de discernement et de réactivité continue de les guider.

Outre **la sécurité**, prise très au sérieux par les Français et où le refus des querelles idéologiques (venant de droite comme de gauche) nous élève et nous protège, il est remarquable de voir que les priorités assignées ne sont ni l'immigration (même à droite) ni les politiques compensatoires ou spécifiques (même à gauche), mais le commun, les règles et les valeurs qui s'adressent à tous.

Les Français ont identifié les sujets : **l'école**, qui doit aussi apprendre le respect des règles et de l'autorité ; **l'emploi**, qui reste la première garantie d'insertion des jeunes ; **l'application de la laïcité**, à la fois ferme et protectrice et qui sous ces conditions ne peut souffrir de compromis ou d'accommodements ; **l'apprentissage de la citoyenneté**, au besoin de manière coercitive (cf. retour de la mythologie du service national).

Nous serons scrutés, d'abord, sur les réponses à ces enjeux. Les Français ont conscience de l'ampleur de la tâche : s'il n'y a pas de solutions miracles, ils attendront au moins **une marque de détermination** (un « réveil »), et **une proposition de méthode** dépassant les craintes d'enlèvement.

¹ *Modulo les franges absentes, qu'il faut traiter mais pas forcément mettre en lumière : le sentiment d'unanimité est, pour ceux qui se sont sentis solidaires, une valeur en soi.*

2. Parallèlement, les courants profonds qui soutenaient l'essentiel des représentations, dont rien n'indique qu'ils aient été bouleversés, **retrouvent peu à peu leur centralité** :

- **D'abord l'urgence économique.** En fin d'année, les Français nous avaient donné un sursis : rien ne s'était amélioré, mais au moins avaient-ils eus l'impression que nous nous étions mis à essayer. Les frondeurs (à leur corps défendant) et les polémiques sur le travail du dimanche avaient réussi – là où le Pacte de responsabilité avait été éphémère – à nous mettre en main le sceptre du réformisme. Le bruit de fond sur l'égalité commençait à réconcilier, auprès d'électeurs de gauche aux certitudes ébranlées, leur attente (prioritaire) d'efficacité avec l'attachement aux valeurs qui n'avait pas disparu (« c'est donc cela, être de gauche ? »). Conjugué à d'autres signaux (apaisement sur l'immigration, fin de vie), l'opinion se décrispait légèrement, les consciences de gauche s'apaisaient un peu.

Pendant quelques semaines, les Français ont regardé ailleurs. Mais s'ils s'aperçoivent que nous en avons profité pour délaissé ce combat, ou que nous pensons désormais pouvoir nous y engager avec moins de vigueur, le couperet pourrait retomber à tout moment.

A l'inverse, tant que nous donnerons le sentiment de continuer à nous battre pour soulager leur quotidien, même si les résultats tardent, ils pourraient hésiter à nous faire trébucher - d'autant qu'ils ne voient pas d'offre économique alternative. **L'essentiel sera donc de continuer le mouvement** ; que ce soit par un acte d'autorité présidentiel ou par M. Valls ou E. Macron interposés ; que ce soit avec ou sans prolongement européen.

- **Ensuite, l'attente d'un renouveau.** Les Français cherchent depuis de longs mois « quelque chose », un souffle nouveau pour un système politique épuisé – qui, faute d'utilité visible, devient à leurs yeux parasite. L'air est de plus en plus chargé, mais ils ne trouvent aucun objet ou cause capable de condenser l'orage : il n'y a pas de Grillo ou de Syriza français, seulement un peu de FN et beaucoup de désespérance.

Le 11 janvier n'a pas changé cela : les Français avaient besoin de refuges, en ont trouvé, mais n'en pensent pas moins sur leur classe politique (et ses pratiques), et reviendront très vite à des demandes de changement radical.

Nous restons à la merci d'un paratonnerre qui entrerait dans le jeu et le bouleverserait brutalement. Au-delà, ce besoin d'ouvrir un nouveau cycle sera, d'une façon ou d'une autre, l'un des nœuds de 2017, qu'il faudra certainement préparer en amont : peut-on dès maintenant (2015) **poser de nouveaux jalons ?**

3. **Politiquement, le moment était exceptionnel.** L'indifférence, qui était notre principal problème, s'est brutalement estompée : il n'y a eu, pendant quelques semaines, que le Président – et son gouvernement – et le pays.

Certains traits resteront. Mais le regain d'intérêt n'est pas une nouvelle bienveillance ; la hausse de popularité est davantage un jugement sur l'action qu'une confiance pour l'avenir ; et les filtres ou perturbateurs habituels qui s'étaient trouvés écartés (médiatiques, politiques) vont revenir – et pour certains chercher à prendre leur revanche.

La conférence de presse, par nature, permet difficilement de prolonger ce « moment gaullien » de lien direct avec les Français.

Mais nous bénéficions encore de leur oreille. Les Français ne nous font guère de crédit pour la suite et **croiront ce qu'ils verront** (par médias interposé) : **soit que la vie politique a repris le dessus ; soit que « tout n'est pas revenu comme avant »**.

C'est-à-dire, au moins, que le Président reste dans l'exigence et l'unité, loin des querelles partisane ; et que des graines ont été durablement semées sur la proximité (« j'ai compris vos problèmes et agis »), la cohésion nationale (école et égalité), le besoin de patriotisme et de fierté (contre le déclinisme, corollaire du combat pour la République), la mobilisation de chacun (ayez confiance en vous, la France deviendra ce que vous en ferez). Ou bien – ils en seraient surpris – que le Président se saisisse de ce sursaut pour en faire un moment refondateur sur les sujets essentiels : la citoyenneté, le combat économique, le renouveau politique, la projection de la France au-delà de ses frontières.

Adrien ABECASSIS

Zoom sur le service civique :

Début novembre dernier, 72% des Français se déclaraient pour un service civique obligatoire. Politiquement, l'approbation était nettement majoritaire partout (71% à gauche ; 74% à droite ; 70% au FN ; 65% chez les sans sympathie partisane). Les Français y voyaient un moyen de « *renforcer l'intégration des jeunes dans la société* » (82%), « *renforcer le sens civique chez les jeunes* » (81%) et « *favoriser la mixité sociale* » (75%). A l'inverse, l'argument du coût (« *cela va coûter trop cher à l'Etat* ») convainquait peu (37%).

Le taux d'approbation est encore monté après les attentats : 79% s'y disent aujourd'hui favorables. Les jeunes (et les parisiens) y sont les plus rétifs, mais le score minimal reste de 64% (moins de 24 ans).

Il est probable que, si un débat se noue, le socle du soutien des jeunes s'effrite : des questions plus dures (i.e. faisant plus clairement apparaître l'aspect coercitif) posées fin 2013 ne recueillaient ainsi l'approbation que de 55% des moins de 24 ans.

Le soutien des jeunes CSP- pourrait cependant rester solide (surtout s'ils peuvent y chercher des facilités - passer le permis ? - ou un moyen d'engranger une expérience valorisable pour leur recherche d'emploi) ; de même que celui des plus âgés (très inquiets pour l'avenir d'une jeunesse qu'ils voient comme peu portée sur le travail et le respect des règles).

Comme beaucoup de politiques pour la jeunesse, les ressorts de l'approbation ne sont pas, d'abord, de contenter les jeunes, mais de rassurer les parents...

Zoom sur les politiques spécifiques / quartiers :

Les Français sont habituellement d'un enthousiasme très modéré pour ce type de réponses. Leur mise en lumière dans le contexte actuel risque de réveiller d'autant plus fortement des représentations inverses à celles que l'on recherche (« *on va encore donner aux mêmes à notre détriment* », « *c'est la preuve que les banlieues sont la source du problème* », « *s'il faut des politiques spécifiques pour les intégrer, c'est bien la preuve qu'ils sont moins français que d'autres* »).

La réponse à un constat « d'apartheid » pourrait être sur le thème de l'égalité, c'est-à-dire au nom du général et non du spécifique : s'il y a aujourd'hui des situations inacceptables – de relégations, de discriminations, d'humiliation – la République est précisément donner la même considération, la même chance, les mêmes opportunités à chacun.